

## INSTRUCTION

N° 01-097-B-V36 du 31 octobre 2001

NOR : BUD R 01 00097 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

INDEMNISATION DES PERSONNELS NON FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT PRIVÉS D'EMPLOI

### ANALYSE

Application de la convention du 1er janvier 2001 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage et de son règlement annexé

Date d'application : 01/01/2001

### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PAYE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; INDEMNISATION ; CHÔMAGE ;  
ASSURANCE CHÔMAGE ; CONVENTION

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Instruction n° 89-127-B-V36 du 27 décembre 1989

Instruction n° 97-142-B-V36 du 29 décembre 1997

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	TGCST	SR				

### DIFFUSION

CS 36

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*5<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 5C*

*2<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 2E*

*3<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 3E*

Mesdames et Messieurs les comptables voudront bien trouver ci-après en annexe, pour application en ce qui les concerne, deux circulaires interministérielles relatives à l'indemnisation du chômage des agents du secteur public – application de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage et de son règlement annexé :

- en annexe n° 1 : la circulaire DGEFP/n° 2001/10 et CDGAFP/FP4 n° 2001/2007 du 4 juillet 2001 qui précise les dispositions applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2001 ;
- en annexe n° 2 : la circulaire DGEFP n° 2001/30 et DGAFP n° 2001/2012 du 13 septembre 2001 qui précise les mesures applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2001.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE

## ANNEXE N° 1 : Circulaire DGEFP n° 2001/10 du 4 juillet 2001

MINISTÈRE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ  
Délégation Générale à l'Emploi  
et à la Formation Professionnelle

Direction de l'Hospitalisation  
et de l'Organisation des Soins  
Bureau P1

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
Direction Générale des Collectivités Locales  
Bureau FP 3

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT  
Direction Générale de l'Administration  
et de la Fonction Publique  
Bureau FP4

Secrétariat d'Etat  
auprès du Ministre de l'Économie,  
des Finances et de l'Industrie,  
chargé du Budget  
Direction du Budget

Circulaire DGEFP n° 2001/10

MINISTÈRE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ

Le Ministre de l'Intérieur  
Le Ministre de la Fonction  
Publique et de la Réforme  
de l'Etat

Le Ministre délégué à la  
Santé

La secrétaire d'Etat  
auprès du Ministre de  
l'Economie des Finances  
et de l'Industrie chargé du  
Budget

à

Mesdames et Messieurs  
les Ministres  
Directions chargées  
du Personnel

Madame et Messieurs  
les Préfets de région

Mesdames et Messieurs  
les Préfets de département

**OBJET** : Indemnisation du chômage des agents du secteur public ;  
application de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 relative à l'aide au retour  
à l'emploi et à l'indemnisation du chômage et de son règlement annexé

**RÉFÉRENCE** : Arrêté du 4 décembre 2000 portant agrément de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001  
relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage et du règlement  
annexé à cette convention (*JO* du 6 décembre 2000).

Circulaire modifiée : circulaire CDE n° 97-23 du 2 octobre 1997.

P.J. : 1

## ANNEXE N° 1 (suite)

Une nouvelle convention d'assurance chômage du 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le règlement annexé à cette convention ont fait l'objet d'un arrêté d'agrément du 4 décembre 2000 paru au *Journal officiel* du 6 décembre 2000.

La convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2003.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 30 juin 2001, à l'exception de quelques aménagements réglementaires relatifs à l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi et à une baisse du taux des cotisations, il sera fait application pour l'essentiel des règles de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

**C'est à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001 que le nouveau dispositif entrera véritablement en vigueur. Une nouvelle circulaire complétant celle-ci interviendra à ce moment.**

L'objectif de cette circulaire est de présenter aux employeurs visés à l'article L. 351-12 du code du travail l'état actuel de la réglementation d'assurance chômage en précisant les aménagements intervenus par rapport aux textes antérieurs.

L'article 10 § 2 de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 prévoit que les dispositions de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 1997 modifiée relative à l'assurance chômage continuent de s'appliquer aux allocataires indemnisés au 31 décembre 2000 et à ceux qui seront admis entre le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le 30 juin 2001.

Cependant, certaines dispositions du règlement annexé à la nouvelle convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 s'appliquent dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Il s'agit des dispositions suivantes :

- la recherche des conditions d'affiliation ;
- le point de départ de l'indemnisation ;
- l'allongement du délai de forclusion ;
- le taux des contributions.

### **I. - La recherche des conditions d'affiliation**

#### **1.1. Amélioration pour les chômeurs justifiant d'une courte affiliation : l'allongement de la période de référence de la première filière**

Désormais, la condition de **122 jours** d'affiliation est recherchée sur une période de **18 mois** au lieu d'une période de 8 mois (art. 3 a) nouveau du règlement annexé à la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001).

#### **1.2. La prise en compte de la nouvelle durée légale du travail**

Par ailleurs, toutes les conditions de durée d'affiliation exprimées en heures de travail tiennent compte de la nouvelle durée légale du travail.

Bien que les dispositions fixant la durée hebdomadaire du travail à 35 heures dans l'ensemble de la fonction publique n'entrent en vigueur qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002, il convient d'appliquer dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 les nouvelles durées d'affiliation en heures prévues à l'article 3 nouveau du règlement. Le critère des heures n'intervient qu'après l'examen du nombre de jours pour l'appréciation de la condition d'affiliation.

##### **1.2.1. La mesure de l'affiliation et de l'assimilation**

Ainsi, les périodes d'affiliation et d'assimilation applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 prévues à l'article 3 nouveau du règlement sont les suivantes :

- 122 jours d'affiliation ou **606 heures** de travail au cours des 18 mois qui précèdent la fin du contrat de travail (terme du préavis) ;

## ANNEXE N° 1 (suite)

- 182 jours d'affiliation ou **910 heures** de travail au cours des 12 mois qui précèdent la fin du contrat de travail (terme du préavis) ;
- 243 jours d'affiliation ou **1 213 heures** de travail au cours des 12 mois qui précèdent la fin du contrat de travail (terme du préavis) ;
- 426 jours d'affiliation ou **2 123 heures** de travail au cours des 24 mois qui précèdent la fin du contrat de travail (terme du préavis) ;
- 821 jours d'affiliation ou **4 095 heures** de travail au cours des 36 mois qui précèdent la fin du contrat de travail (terme du préavis).

**1.2.2. La reprise du travail après un départ volontaire**

Par ailleurs, le nombre d'heures de travail requis pour considérer que le chômage est involontaire suite à une reprise de travail après un départ volontaire est désormais de 455 heures au lieu de 507 heures (art. 4° nouveau, ancien article 28 f).

**1.2.3. La prise en compte d'une action de formation**

Les actions de formation visées au livre IX du code du travail, à l'exception de celles rémunérées par le régime d'assurance chômage, sont assimilées à des heures de travail ou, **à raison de 5 heures**, à des jours d'affiliation dans la limite des 2/3 du nombre de jours ou d'heures rappelé au 1.2.1, soit :

- 80 jours ou **400 heures** ;
- 120 jours ou **600 heures** ;
- 160 jours ou **800 heures** ;
- 280 jours ou **1 400 heures**.
- 540 jours ou **2 700 heures**.

Le dernier jour du mois de février est compté pour 3 jours d'affiliation ou **15 heures de travail** (article 7 nouveau).

**Ces modifications s'appliquent aux personnes dont les droits sont ouverts suite à une fin de contrat de travail postérieure au 31 décembre 2000 (cf. note 1) .**

**2. Le point de départ de l'indemnisation**

La durée du différé d'indemnisation (article 31 nouveau du règlement) **est ramenée à 7 jours** et ne s'applique plus en situation de réadmission intervenant dans un délai de 12 mois à compter de la précédente admission.

Le point de départ de ce délai de 12 mois est la date de l'ouverture des droits précédents, c'est-à-dire la date à laquelle toutes les conditions d'ouverture de droits étaient réunies. Cette date ne peut donc être antérieure à l'inscription comme demandeur d'emploi.

**Ces modifications s'appliquent aux personnes dont les droits sont ouverts suite à une fin de contrat de travail postérieure au 31 décembre 2000.**

**3. Le délai de forclusion**

La fin de contrat de travail prise en considération pour apprécier la condition d'affiliation est en principe la dernière. Elle doit se situer dans le délai de forclusion, qui correspond aux 12 mois précédant l'inscription comme demandeur d'emploi (art. 8 nouveau du règlement). Ce délai de 12 mois est allongeable dans un certain nombre de cas limitativement énumérés.

*(1) Par fin de contrat, il faut entendre toutes les pertes d'emploi susceptibles d'ouvrir des droits.*

## ANNEXE N° 1 (suite)

Deux nouveaux cas d'allongement ont été retenus. Ils correspondent :

- aux périodes de versement d'une pension d'invalidité prévue par les régimes spéciaux ou autonomes de sécurité sociale ou d'une pension d'invalidité acquise à l'étranger (art. 8, paragraphe 2 *b*) ;
- et, dans la limite de 24 mois, aux périodes durant lesquelles l'intéressé a créé ou repris une entreprise, même s'il n'a pas obtenu ou sollicité l'aide à la création d'entreprise visée à l'article L. 351-24 du code du travail (art. 8, paragraphe 4 *b*).

**Ces nouveaux cas d'allongement du délai de forclusion sont applicables à toute inscription sur la liste des demandeurs d'emploi intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001.**

#### 4. La baisse du taux des contributions

Je vous rappelle que les employeurs publics, à l'exception de l'Etat et des établissements publics administratifs de l'Etat, ont la faculté d'adhérer pour leurs agents non titulaires au régime d'assurance chômage.

S'ils le font, la situation est la suivante :

##### 4.1. Employeurs visés au 2° de l'article L. 351-12 du code du travail

Le taux des contributions passe de 6,18 % à 5,80 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 à la charge de ces seuls employeurs. Le montant de la part employeur est égal à la différence entre le montant des contributions dues (soit 5,80 % du salaire brut) et le montant de la contribution exceptionnelle de solidarité.

S'y ajoute, le cas échéant, la contribution complémentaire due sur la tranche de rémunération comprise entre 1 et 4 fois le plafond de la sécurité sociale. Cette contribution de 0,5 % est due jusqu'au 30 juin 2001.

**Le taux est alors de 6,30 % (5,80 % + 0,50 %).**

##### 4.2. Employeurs visés aux 3° et 4° de l'article L. 351-12 du code du travail

A. - Salaire inférieur au plafond de la sécurité sociale

Pour ces employeurs, le montant des contributions est le suivant :

Contributions	Salarié	Employeur	Total
Chômage	2,10 %	3,70 %	5,80 %
ASF *	0,80 %	1,16 %	1,96 %
Total	2,90 %	4,86 %	7,76 %

- ASF : association pour la gestion de la structure financière ; ne doit être prélevé que dans les cas où le salarié relève de l'AGIRC ou de L'ARRCO.  
Les taux sont précisés sous réserve de l'issue des négociations en cours.

## ANNEXE N° 1 (suite)

## B. - Salaire compris entre 1 et 4 fois le plafond de la sécurité sociale

Le montant des contributions est le suivant :

Contributions	Salarié	Employeur	Total
Chômage	2,60 %	3,70 %	6,30 %
ASF *	0,89 %	1,29 %	2,18 %
Total	3,49 %	4,99 %	8,48 %

\* ASF : association pour la gestion de la structure financière ; ne doit être prélevé que dans les cas où le salarié relève de l'AGIRC ou de L'ARRCO.

Les taux sont précisés sous réserve de l'issue des négociations en cours.

En cas de difficultés d'application des dispositions générales fixées par le règlement du régime d'assurance chômage, il est rappelé que les employeurs publics peuvent prendre contact avec l'ASSEDIC située dans leur ressort territorial ou la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, mission de l'indemnisation du chômage.

Par ailleurs, si vous rencontrez des difficultés relatives à l'adaptation de la réglementation des régimes d'assurance chômage aux spécificités de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, vous prendrez l'attache du ministère de la fonction publique, direction générale de l'administration et de la fonction publique, bureau FP 4, du ministère de l'intérieur, direction générale des collectivités locales, bureau FP 3 ou du ministère de l'emploi et de la solidarité, direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, bureau P 1.

*Le directeur général de l'administration  
et de la fonction publique,*

GILBERT SANTEL

*La déléguée générale à l'emploi  
et à la formation professionnelle,*

STEPHAN CLÉMENT

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général des collectivités locales*

DOMINIQUE BUR

*Le directeur de l'hospitalisation  
et de l'organisation des soins,*

EDOUARD COUTY

Pour la secrétaire d'Etat et par délégation :  
*La directrice du budget,*  
Par empêchement de la directrice du budget :  
*Le sous-directeur,*

DIDIER BANQUY

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

**ANNEXE I**  
**durée d'affiliation et durée d'indemnisation**

<b>FILIÈRE</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3-4</b>		<b>5-6</b>		<b>7-8</b>	
Durée d'affiliation	122 jours (4 mois) au cours des 18 derniers mois	182 jours (6 mois) au cours des 12 derniers mois	243 jours (8 mois) au cours des 12 derniers mois		426 jours (14 mois) au cours des 24 derniers mois		821 jours (27 mois) au cours des 36 derniers mois	
			Moins de 50 ans	50 ans et plus	Moins de 50 ans	50 ans et plus	50 ans et moins de 55 ans	55 ans et plus
Durée d'indemnisation	122 jours (4 mois)	213 jours (7 mois)	456 jours (15 mois)	639 jours (21 mois)	912 jours (30 mois)	1 369 jours (45 mois)	1 369 jours (45 mois)	1 825 jours (60 mois)



## ANNEXE N° 2 : Circulaire DGEFP N° 2001/30 du 13 septembre 2001

MINISTÈRE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ  
Délégation Générale à l'Emploi  
et à la Formation Professionnelle

Direction de L'Hospitalisation  
et de l'Organisation des Soins  
Bureau P 1

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
Direction Générale  
des Collectivités Locales  
FP 3

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT  
Direction Générale de l'Administration  
et de la Fonction Publique  
FP 4

Secrétariat d'État auprès du Ministre  
de l'Économie, des Finances  
et de l'Industrie chargé du Budget  
Direction du Budget

Circulaire DGEFP n° 2001/30

Circulaire DGAFP n° 2001/2012

MINISTÈRE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de la Fonction  
Publique et de la Réforme  
de l'Etat

Le Ministre délégué à la  
Santé

La Secrétaire d'Etat  
auprès du Ministre de  
l'Économie des Finances  
et de l'Industrie chargée du Budget

à

Mesdames et Messieurs  
les Ministres  
Directions chargées  
du Personnel

Madame et Messieurs  
les Préfets de région

Mesdames et Messieurs  
les Préfets de département

**OBJET** : Indemnisation du chômage des agents du secteur public ;  
application de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 relative à l'aide au retour à l'emploi et à  
l'indemnisation du chômage et de son règlement annexé

**RÉFÉRENCES** : Arrêté du 4 décembre 2000 portant agrément de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001  
relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage et du règlement  
annexé à cette convention (*JO* du 6 décembre 2000) ;

**CIRCULAIRES COMPLÉTÉES** : Circulaires CDGEFP n° 2001-10 et CDGAFP/FP 4 n° 2001-2007  
du 4 juillet 2001 ;

**CIRCULAIRES ABROGÉES** : Circulaires CDE n° 89-29 et DGAFP/FP 4 n° 1722 du 29 août 1989.

## ANNEXE N° 2 (suite)

La convention relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage du 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le règlement annexé à cette convention ont fait l'objet d'un arrêté d'agrément du 4 décembre 2000 paru au *Journal officiel* du 6 décembre 2000.

Une première circulaire CDGEFP n° 2001-10 (CDGAFP n° 2001-2007) présente la réglementation d'assurance chômage aux employeurs visés à l'article L. 351-12 du code du travail, en précisant les aménagements intervenus par rapport aux textes antérieurs et applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2001.

La convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 et son règlement annexé prévoient l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions au 1<sup>er</sup> juillet 2001.

Cette circulaire complète la précédente et a pour objet l'information des employeurs publics sur les mesures applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001.

### **1. Le plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) et le projet d'action personnalisé (PAP)**

#### **1.1. Le PARE**

Le règlement annexé à la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 prévoit dans son article 1<sup>er</sup> § 2 que « le demandeur de l'allocation d'aide au retour à l'emploi est soutenu dans ses efforts de recherche d'emploi dans le cadre d'un plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) ».

Le PARE est une mention intégrée dans le dossier unique d'inscription comme demandeur d'emploi et de demande d'allocation, qui rappelle au demandeur d'emploi ses droits et obligations, mais ne crée pas de condition nouvelle à l'ouverture puis au maintien de ses droits à l'indemnisation.

Il repose sur les engagements réciproques des demandeurs d'emploi et de l'ASSEDIC. L'ASSEDIC s'engage pour sa part à financer des mesures d'accompagnement et d'aide au reclassement du demandeur d'emploi (actions de formation, aide individuelle à la formation, aide dégressive à l'employeur et aide à la mobilité).

En l'absence de bases législatives, l'employeur public en auto-assurance ne peut remplir les mêmes engagements envers ses allocataires, que ceux souscrits par l'ASSEDIC vis-à-vis des demandeurs d'emplois indemnisés par le régime d'assurance chômage (RAC).

**Le PARE ne s'applique donc pas dans le secteur public en auto-assurance.**

#### **1.2. Le PAP**

L'article 15 du règlement annexé à la nouvelle convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 dispose que « le projet d'action personnalisé définit les mesures d'accompagnement individualisé qui permettront au salarié privé d'emploi de retrouver un emploi. Le projet d'action personnalisé tient compte du degré d'autonomie du demandeur d'emploi dans sa recherche. Après son établissement, il est signé par l'intéressé et l'ANPE ».

Le PAP détermine :

- les types d'emploi vers lesquels le demandeur d'emploi va orienter ses recherches en priorité et qui correspondent à ses qualifications validées et à ses capacités professionnelles ;
- les types d'emploi vers lesquels le demandeur d'emploi souhaiterait éventuellement se reconvertir ;
- les prestations ou formations qualifiantes, diplômantes ou d'adaptation, de réorientation qui seraient nécessaires.

Dans le PAP, le demandeur d'emploi :

- participe à l'évaluation de ses capacités professionnelles ;
- participe aux entretiens réguliers réalisés en vue d'un accompagnement personnalisé ;

## ANNEXE N° 2 (suite)

- participe aux actions de formation définies en commun dans le PAP ;
- effectue des actes positifs de recherche d'emploi.

**Le PAP sera proposé par l'ANPE à tous les demandeurs d'emploi, qu'ils soient indemnisés par le régime d'assurance chômage (RAC), par l'employeur public en auto-assurance, ou au titre du régime de solidarité, ou bien non indemnisés.**

Dans le cadre du programme d'action personnalisée pour un nouveau départ (PAP-ND), l'offre de services de l'ANPE sera en effet accessible aux demandeurs d'emploi indemnisés par un employeur public en auto-assurance. Ils bénéficieront des mesures de politique de l'emploi mises en œuvre par l'Etat (CES, CIE, etc.).

**Ils ne pourront, en revanche, prétendre aux aides au reclassement** prévues au titre II du règlement annexé à la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001. Ces aides ne constituent pas en effet une allocation d'assurance, dont les agents du secteur public pourraient bénéficier en application de l'article L. 351-12 du code du travail.

#### Procédure

Le demandeur d'emploi doit se présenter à l'ANPE dans le mois qui suit son inscription auprès de l'ASSEDIC, pour réaliser un premier entretien approfondi, au cours duquel le conseiller de l'ANPE lui proposera d'élaborer un PAP.

Le refus de signer un PAP n'emporte pas de conséquence en matière d'indemnisation pour le demandeur d'emploi. Il ne saurait constituer en soi un motif de refus ou de suppression des allocations de chômage, dès lors que les conditions d'accès à l'indemnisation prévues par le code du travail sont remplies.

**Le PAP n'est pas transmis, pour visa, à l'employeur public en auto-assurance.**

Le suivi du PAP est assuré par l'ANPE dans les mêmes conditions que pour les demandeurs d'emploi indemnisés par le régime d'assurance-chômage.

## **2. La suppression de la dégressivité de l'allocation d'assurance**

### 2.1. L'allocation d'aide au retour à l'emploi

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001, le nouveau dispositif met fin à la dégressivité des allocations d'assurance chômage en remplaçant l'allocation unique dégressive (AUD) par l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE).

Les demandeurs d'emploi indemnisés par un employeur public en auto-assurance à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001 bénéficient donc d'emblée d'une ARE non dégressive.

**Les demandeurs d'emploi relevant d'un employeur public en auto-assurance et dont l'indemnisation est en cours au 30 juin 2001 perçoivent automatiquement une ARE non dégressive, à compter du 1<sup>er</sup> juillet.** Le montant de l'allocation perçue sera égal au montant de celle perçue le 30 juin 2001.

### 2.2. L'information des demandeurs d'emploi sur le nouveau dispositif

L'employeur public doit faire parvenir, dans les meilleurs délais, aux allocataires dont il a la charge de l'indemnisation, **un courrier d'information** notifiant aux allocataires leurs droits individuels dans le cadre des nouvelles règles d'indemnisation et présentant les principales dispositions nouvelles de la présente circulaire.

## ANNEXE N° 2 (suite)

**3. Le maintien de l'aide au retour à l'emploi (ARE) pendant la formation****3.1. Portée**

L'allocation de formation reclassement (AFR) est supprimée à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001. Après cette date, il n'y aura plus de nouvelles admissions à l'AFR.

La nouvelle convention d'assurance chômage prévoit en contrepartie le maintien de l'ARE pendant une formation prescrite par l'ANPE, jusqu'à l'extinction des droits à l'indemnisation.

**Cette disposition s'applique aux allocataires dont l'employeur est en auto-assurance.** En effet, l'ARE est une allocation d'assurance au sens de l'article L. 351-12 du code du travail. Elle est ainsi pleinement applicable aux agents du secteur public en auto-assurance, y compris pendant les périodes de formation, à la différence de l'allocation de formation reclassement (AFR), dont le Conseil d'Etat a jugé qu'elle n'était pas une allocation d'assurance (CE, 12 mai 1999, « EPDSAE »).

Par ailleurs, l'ASSEDIC procèdera, dans le cadre de l'aide à la formation, au remboursement des frais de transport et d'hébergement inhérents à la formation, pour les demandeurs d'emploi indemnisés par le régime d'assurance chômage. **Il paraît souhaitable que les employeurs publics en auto-assurance prennent également en charge ces frais. Dans ce cas, ils peuvent se référer à la décision de l'UNEDIC, définissant les modalités de prise en charge des frais de transport et d'hébergement (annexe I). S'ils ne souhaitent pas procéder à ce remboursement, ils doivent en informer le demandeur d'emploi avant le début de la formation.**

**3.2. Conditions d'accès à une formation**

Les conditions d'entrée en formation des demandeurs d'emploi rémunérés par le régime d'assurance chômage ou par un employeur public en auto-assurance sont assouplies :

- il n'existe plus de liste limitative de stages éligibles à la rémunération au titre de l'allocation d'assurance ; - il n'existe plus de durée minimale, totale ou hebdomadaire, de stage ;
- l'entrée en formation est accessible à toutes les filières d'indemnisation, y compris la filière 1 (4 mois d'activité dans les 18 derniers mois) ;
- la nécessité d'opter durant les 182 premiers jours d'indemnisation pour une formation est supprimée ;
- la procédure d'évaluation orientation à l'ANPE est supprimée.

**La rémunération de l'allocataire au titre de l'ARE est uniquement conditionnée à la prescription du stage par l'ANPE dans le cadre du projet d'action personnalisé.**

**3.3. Montant de l'ARE formation**

**L'ARE versée durant les périodes de formation est d'un montant égal à l'ARE perçue à la veille de l'entrée en formation.**

Pour les allocataires dont l'horaire de travail était inférieur à la durée légale du travail ou à la durée instituée par une convention ou un accord collectif les concernant et qui, de ce fait, perçoivent, conformément à l'article 24 du règlement annexé à la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001, une allocation d'assurance proportionnelle à leur horaire de travail particulier, la Commission Paritaire Nationale de l'UNEDIC a déterminé un montant plancher pour l'ARE versée pendant les périodes de formation.

La valeur de ce montant plancher de rémunération au 1<sup>er</sup> juillet 2001 est de 112,21 francs brut (17,11 euros) par jour.

## ANNEXE N° 2 (suite)

3.4. Protection sociale des stagiaires percevant l'ARE formation

En application de l'article R. 962-1 du code du travail, les bénéficiaires de l'ARE versée pendant les périodes de formation sont couverts, en matière de protection sociale au titre de l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et vieillesse, comme les chômeurs indemnisés.

L'ARE formation est exclue de l'assiette de la CSG et de la CRDS : il n'existe donc pas de précompte à ce titre sur l'allocation. Une contribution de 2,8 % relative aux risques maladie, maternité, invalidité et décès est payée par l'administration qui a la charge de l'indemnisation. L'employeur est exonéré du paiement de cette cotisation dès lors que l'allocation journalière versée est d'un montant inférieur au SMIC journalier brut.

Par ailleurs, en application de l'article R. 962-1 du Code du travail, pendant toute la durée du stage, l'administration qui a la charge de l'indemnisation assure la couverture du bénéficiaire de l'ARE formation au titre du risque accidents du travail et maladies professionnelles. Elle verse le montant de la cotisation sur la base du montant horaire fixé annuellement pour ce risque et pour les stagiaires de la formation professionnelle (0,37 F pour 2001, soit 0,06 Euro).

C'est l'URSSAF qui collecte l'ensemble des cotisations sociales précitées.

3.5. Procédure3.5.1. La prescription du stage

Dans le cadre du projet d'action personnalisé, l'ANPE et le demandeur d'emploi peuvent choisir d'un commun accord une action de formation. L'agence met en liaison le demandeur d'emploi avec le ou les organismes de formation qui seront chargés d'assurer la formation à l'aide de **l'attestation d'inscription à un stage de formation** (formulaire joint en annexe II).

3.5.2. L'entrée en stage

L'administration qui a la charge de l'indemnisation transmet à l'organisme de formation l'attestation d'entrée en stage que celui-ci doit lui renvoyer complétée dès le premier jour du stage (formulaire joint en annexe III).

L'administration qui a la charge de l'indemnisation peut procéder alors, si elle le souhaite, à la prise en charge des frais de transport et d'hébergement du stagiaire en fonction de la localisation de son stage (informations renseignées sur l'attestation d'entrée en stage).

3.5.3. Le suivi des stagiaires

- Le document mensuel de suivi :

L'administration qui a la charge de l'indemnisation envoie chaque mois une **déclaration de présence en stage** au stagiaire. Celui-ci la lui retourne sans délai (formulaire joint en annexe IV).

- Les interruptions du stage :

Le stagiaire signale dans la déclaration de présence toute interruption de la formation en cours de mois. L'ARE formation n'est pas versée pendant les interruptions de stage. C'est ainsi qu'en cas de maladie, elle n'est pas cumulable avec les indemnités journalières de sécurité sociale.

## ANNEXE N° 2 (suite)

Toutefois, le versement de l'allocation est maintenu lors des congés donnés à l'occasion des fermetures du centre de formation, dans la limite de huit jours par an, et pendant les interruptions de moins de quinze jours qui séparent plusieurs périodes de formations constitutives d'un même stage, dispensé par le même organisme.

### - La fin du stage

Le bénéficiaire notifie la fin du stage à l'administration, dans la dernière déclaration de présence.

L'administration transmet ce document à l'Agence locale pour l'emploi. L'intéressé demande en même temps sa réinscription à l'ASSEDIC s'il n'a pas retrouvé un emploi à la fin du stage.

Dans les annexes II et III à la présente circulaire, la mention « ASSEDIC » doit être remplacée par celle de « administration qui a la charge de l'indemnisation ».

## **4. Dispositions particulières relatives aux agents de l'Etat et des EPA de l'Etat**

La circulaire n° 89/29 du 29 août 1989, en tant que réservant aux agents non fonctionnaires de l'Etat et des EPA de l'Etat une possibilité de percevoir une allocation de formation calquée sur l'allocation formation reclassement (AFR), est abrogée et remplacée par la présente circulaire.

La convention Etat-UNEDIC du 26 juin 1990 relative aux aides financières accordées aux stagiaires de la formation professionnelle est caduque pour les demandeurs d'emploi entrant en formation à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001.

Les demandeurs d'emploi ayant commencé une action de formation avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001 continueront, jusqu'à la fin de leur action de formation, à percevoir l'allocation de formation et à bénéficier du remboursement de leurs frais, décidé lors de l'entrée en formation.

**A l'issue du stage, s'il leur reste un reliquat de droit au terme de l'allocation de formation, ils percevront une ARE d'un montant égal à celui de l'allocation perçue la veille de l'entrée en stage.**

## **5. L'allocation de fin de formation**

L'article 3 de la loi du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel, et modifiant l'article L-351-10-2 du code du travail, dispose que les travailleurs privés d'emploi percevant l'ARE et ayant entrepris une action de formation sur prescription de l'ANPE peuvent bénéficier, à l'expiration de leurs droits à l'ARE, d'une allocation de fin de formation (AFF). **Les conditions et modalités d'attribution de cette allocation seront précisées, d'ici à la fin de l'année 2001, par un décret en Conseil d'Etat et une convention de gestion signée par l'Etat et l'Unédic.**

**Cette allocation, qui relève du régime de solidarité, sera accessible aux agents du secteur public en auto-assurance.**

Le paiement en sera effectué par l'ASSEDIC. Le formulaire de demande d'allocation sera envoyé au demandeur d'emploi par l'employeur public qui verse l'allocation d'assurance. Ce document, complété et signé par le demandeur d'emploi, devra être **adressé à l'ASSEDIC, dans le mois qui précède l'extinction des droits à indemnisation.**

## ANNEXE N° 2 (suite)

Ce formulaire sera placé en annexe à la convention de gestion relative à l'AFF, signée par l'Etat et l'UNEDIC. Ce formulaire comprendra notamment les informations suivantes : date prévue de l'expiration de l'indemnisation, durée totale des droits à indemnisation, montant prévu de l'allocation perçue à la veille de l'extinction des droits à indemnisation, date de début et de fin de formation. Une copie de l'attestation d'entrée en stage y sera jointe.

### **6. La suppression de l'allocation chômeurs âgés (ACA)**

L'article 10 paragraphe 2-4 de la convention 1<sup>er</sup> janvier 2001 dispose qu'il ne sera plus admis de nouveaux bénéficiaires à l'ACA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Les modalités d'extinction et de sortie de ce dispositif ont été définies par la Commission paritaire nationale de l'UNEDIC. Par dérogation à l'article 10 paragraphe 2, 4) de la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'ACA pourra ainsi être versée aux allocataires du régime d'assurance chômage :

- qui ont été licenciés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (dont le point de départ du préavis est antérieur à cette date) ;
- qui étaient âgés de moins de cinquante-cinq ans au moment de la rupture du contrat de travail ;
- et qui justifient de 160 trimestres validés par l'assurance vieillesse au titre des régimes obligatoires du régime général de la sécurité sociale, avant le terme de la durée de leurs droits aux allocations chômage.

### **7. Le maintien de l'indemnisation jusqu'à l'âge de la retraite**

Les dispositions relatives au maintien de l'indemnisation jusqu'à l'âge de la retraite sont **inchangées**. Peuvent ainsi bénéficier du maintien de leur indemnisation les travailleurs privés d'emploi qui remplissent les conditions d'âge, d'activité et de durée d'indemnisation prévue à l'article 12 paragraphe 3 du règlement annexé à la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001. Cette condition d'âge reste fixée à cinquante-neuf ans et six mois.

### **8. Délais de prescription**

La nouvelle convention d'assurance chômage du 1<sup>er</sup> janvier 2001 modifie les règles relatives à la prescription. Désormais, le régime de prescription des prestations et contributions est organisé de la façon suivante :

#### **8.1. Dispositions relatives aux anciens agents du secteur public ayant adhéré au régime d'assurance chômage**

La demande en paiement de l'allocation d'assurance doit être déposée auprès de l'ASSEDIC dans un délai de deux ans à compter de la date d'inscription de l'intéressé comme demandeur d'emploi. L'action en paiement se prescrit dans un délai de **deux ans** à compter de la date de notification de la décision prise par l'ASSEDIC.

L'action en répétition de l'allocation indûment versée se prescrit par **trois ans**.

- En cas de fraude ou de fausse déclaration :

L'action civile est prescrite dans un délai de **dix ans**, à compter du versement de l'allocation.

## ANNEXE N° 2 (suite)

8.2. Dispositions relatives aux anciens agents du secteur public en auto-assurance

La réglementation applicable est celle relative aux dettes et créances sur l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics.

8.3. Dispositions relatives aux employeurs ayant adhéré au régime d'assurance chômage

La mise en demeure invitant un employeur à régulariser sa situation, lorsqu'une action ou une poursuite est intentée contre lui pour infraction aux dispositions de l'article L. 351-6 du code du travail, ne peut concerner que les **périodes d'emploi comprises dans les trois ans** qui précèdent la date de son envoi, et non plus dans les cinq ans.

L'action civile en recouvrement des contributions et majorations de retard dues par un employeur se prescrit par **trois ans** à compter de l'expiration du délai imparti par la mise en demeure, et non plus par cinq ans.

La demande de remboursement des contributions et majorations de retard indûment versées par un employeur se prescrit par trois ans à compter de la date à laquelle ces contributions et majorations ont été acquittées, et non plus par cinq ans.

- En cas de fraude ou de fausse déclaration :

L'action civile est prescrite dans un délai de **dix ans**, à compter de l'expiration du délai imparti par la mise en demeure.

9. Le cumul de l'allocation d'aide au retour à l'emploi avec un revenu d'activité

La délibération n° 28 du 4 février 1997 de la Commission paritaire nationale de l'UNEDIC, modifiée le 10 février 1998, prévoyait le droit pour l'allocataire, sous certaines conditions, de cumuler son allocation d'assurance chômage avec une rémunération d'activité.

Le contenu de cette délibération est désormais repris dans les dispositions du chapitre 8 (articles 37 à 41), titre I, du règlement annexé à la convention d'assurance chômage du 1<sup>er</sup> janvier 2001.

**Ce dispositif s'applique aux agents du secteur public en auto-assurance (annexe V).**

10. Le contrôle de la recherche d'emploi

La convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 et son règlement annexé ne modifient pas l'architecture du contrôle, telle que définie par le code du travail.

La ligne de partage des compétences, définie par la jurisprudence du Conseil d'Etat, est la suivante :

- l'administration qui a la charge de l'indemnisation apprécie les conditions d'ouverture du droit aux allocations (âge, activité antérieure, caractère légitime d'une démission) ;
- **l'appréciation de la légitimité d'un refus d'emploi (CE 27 mars 1993, « Pollard », CE 8 mars 1996 « Favre-Brun »), le contrôle de la recherche d'emploi et les sanctions relèvent en revanche de la compétence exclusive du DDTEFP conformément aux articles L. 351-17, R. 351-27, R. 351-28 et R. 351-33 du code du travail ;**
- si elle a un doute sur la volonté de l'allocataire de suivre une formation ou sur la réalité de la recherche d'emploi, l'administration qui a la charge de l'indemnisation pourra saisir le DDTEFP de ce doute, en motivant sa demande. **Elle ne peut en aucune manière convoquer l'allocataire pour un entretien, surseoir à indemniser, ni suspendre le versement des allocations.**



## ANNEXE N° 2 (suite)

En cas de difficultés d'application des dispositions générales fixées par le règlement du régime d'assurance chômage, il est rappelé que les employeurs publics peuvent prendre contact avec l'ASSEDIC située dans leur ressort territorial ou la Délégation Générale à l'Emploi et la Formation Professionnelle - Mission de l'Indemnisation du Chômage.

Par ailleurs, si vous rencontrez des difficultés relatives à l'adaptation de la réglementation du régime d'assurance chômage aux spécificités de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, vous prendrez l'attache du ministère de la fonction publique, direction générale de l'administration et de la fonction publique, bureau FP4, du ministère de l'intérieur, direction générale des collectivités locales, bureau FP3 ou du ministère de l'emploi et de la solidarité, direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, bureau P1.

*La déléguée générale à l'emploi  
et à la formation professionnelle,*

CATHERINE BARBAROUX

Pour le directeur général  
des collectivités locales :

*L'adjoint,*

FRANÇOIS. LUCAS

Pour le secrétaire d'Etat  
et par délégation :  
Par empêchement de la directrice  
du budget :

*Le sous-directeur,*

CHARLES LANTIERI

*Le directeur, adjoint au directeur général  
de l'administration  
et de la fonction publique,*

FREDERIC MION

Pour le directeur de l'hospitalisation et  
de l'organisation des soins empêché :

*Le chef de service,*

JEAN. DEBEAUPUIS

## ANNEXE N° 2 (suite)

**ANNEXE I****Décision n° 4 du 3 juillet 2001  
du groupe paritaire national de suivi de l'UNEDIC**

La prise en charge par l'employeur public des frais de transport et d'hébergement restant à la charge du salarié privé d'emploi qui suit une action de formation dans le cadre du projet d'action personnalisé s'effectue sur les bases suivantes :

**Prise en charge des frais de transport :**

Elle correspond, dans la limite des frais engagés, à 3,28 francs (1/2 euro) par tranche de 10 kilomètres. Une franchise de 10 kilomètres aller-retour par journée de stage est appliquée.

Au total, le remboursement ne peut excéder 426 francs (65 euros) par mois.

**Prise en charge des frais d'hébergement :**

Cette prise en charge concerne les frais éventuels d'hôtellerie-restauration.

Elle correspond, dans la limite des frais engagés, à 32,80 francs (5 euros) par repas et à 131,19 francs (20 euros) par nuitée.

Au total, le remboursement ne peut excéder 3 935,74 francs (600 euros) par mois.

## ANNEXE N° 2 (suite)

## ANNEXE II


**PROJET D'ACTION PERSONNALISÉ**  
**ATTESTATION D'INSCRIPTION**  
**A UN STAGE DE FORMATION**
PRESCRIPTION DE L'ANPE ☐ou d'un PARTENAIRE ANPE ☐

Précisez : \_\_\_\_\_

 Réserve à l'ANPE  
 N° ATTESTATION [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]
**concerne**
 Nom de naissance \_\_\_\_\_ Nom usuel \_\_\_\_\_  
 Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
 Né(e) le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Inscrit(e) depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
 Identifiant NIR [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Identifiant Assédic [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]
**FORMATION ENVISAGÉE**

Qualification [ 1 ], Perfectionnement [ 2 ], Elargissement des compétences [ 3 ], Création d'entreprise [ 4 ], Remise à niveau [ 5 ]

Dans les domaines suivants : \_\_\_\_\_ Code [ ] [ ]

Code [ ] [ ]

et comprenant : • une période de formation en entreprise \_\_\_\_\_ oui ☐ non ☐• une période de formation dans un autre Etat de l'U.E. \_\_\_\_\_ oui ☐ non ☐

Cachet du prescripteur

DEMANDE ETABLIE PAR : ALE de \_\_\_\_\_

(ou partenaire ANPE, précisez) : \_\_\_\_\_

Dossier suivi par \_\_\_\_\_ Tél. : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Fait à \_\_\_\_\_ le : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Signature \_\_\_\_\_

**RÉPONSE DE L'ORGANISME DE FORMATION**
 Nom (raison sociale) \_\_\_\_\_  
 Catégorie d'organisme \_\_\_\_\_  
 Identifiant SIRET \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_
☐ **Engagement d'inscription\***

Intitulé du stage en clair : \_\_\_\_\_

Type de validation \_\_\_\_\_

Niveau [ ] [ ] Domaine [ ] [ ]

Lieu de déroulement du stage \_\_\_\_\_

Durée totale en heures \_\_\_\_\_

Intensité hebdomadaire \_\_\_\_\_

Date de début de stage \_\_\_\_\_

Date de fin de stage \_\_\_\_\_

Interruptions prévues :

du [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] au [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

du [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] au [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

du [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] au [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Catégorie de financement du stage \_\_\_\_\_

Coût horaire de la formation par stagiaire \_\_\_\_\_

Frais de formation à la charge du stagiaire \_\_\_\_\_

Le descriptif détaillé du stage a été remis à l'intéressé oui ☐ non ☐

Le stage comprend :

• une période de formation en entreprise \_\_\_\_\_ oui ☐ non ☐

• une période de formation dans un autre

Etat de l'U.E. \_\_\_\_\_ oui ☐ non ☐☐ **Refus d'inscription**Ne dispense pas de formation conforme aux besoins du demandeur ☐Ne dispose pas de places disponibles ☐

Le demandeur n'a pas été retenu (précisez la raison) \_\_\_\_\_

 Je soussigné(e), \_\_\_\_\_  
 représentant l'organisme de formation en qualité de \_\_\_\_\_  
 atteste l'exactitude des renseignements fournis dans cette réponse.

Cachet

Fait à \_\_\_\_\_

Le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

tél. [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

fax [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

e.mail \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

\*Dans le cas où cette proposition ne serait pas retenue par l'ANPE en concertation avec le demandeur d'emploi, l'organisme de formation en serait directement informé par l'ANPE.

**Acceptation par le DEMANDEUR D'EMPLOI**
 Je soussigné, \_\_\_\_\_ déclare accepter d'effectuer le stage  
 présenté ci-dessus et détaillé dans le descriptif qui m'a été remis par l'organisme de formation.

Signature \_\_\_\_\_ A \_\_\_\_\_ le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

**Acceptation par l'ANPE**
 A \_\_\_\_\_  
 le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
 Le responsable de l'ANPE

Signature \_\_\_\_\_

Les informations recueillies dans ce document font l'objet d'un traitement informatisé. Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données du fichier vous concernant, droit que vous pouvez exercer soit auprès de l'Assédic, soit auprès de l'ALE dont vous dépendez.

ANPE-sar 102/01

DAJ 260 - 07/01

## ANNEXE N° 2 (suite)



**PROJET D'ACTION PERSONNALISÉ  
ATTESTATION D'ENTRÉE  
EN STAGE DE FORMATION**

**A l'attention des stagiaires**

Vous entreprenez une formation durant laquelle vous continuerez de percevoir l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Au moment de votre entrée en stage, complétez ce document et faites le viser par votre Centre de formation. Celui-ci en adressera un exemplaire à l'Assédic qui vous indemnise.

**CADRE A COMPLÉTER PAR LE STAGIAIRE**

Je soussigné (e), \_\_\_\_\_  
(indiquez vos nom et prénom)

• déclare : être entré(e) en stage le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ dans l'organisme ci-dessous indiqué.  
(précisez la date)

En cas de déclaration inexacte, je serai passible des sanctions prévues à l'article 35 §1 (\*verso) du règlement de l'assurance chômage.

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

**A l'attention des organismes de formation**

Cette attestation d'entrée en stage doit être transmise, après certification, par l'organisme de formation à l'Assédic (à l'adresse ci-dessus) qui indemnise le stagiaire **dès le premier jour du stage**.

La rapidité de cette transmission permettra d'assurer le versement des allocations au stagiaire dans les meilleures conditions.

**CADRE A COMPLÉTER PAR L'ORGANISME DE FORMATION**

Je soussigné (e), \_\_\_\_\_  
(indiquez vos nom et prénom)

représentant l'organisme de formation en qualité de \_\_\_\_\_  
certifie que M., Mme, Mlle \_\_\_\_\_

est entré(e) en stage de formation de \_\_\_\_\_

qui se déroulera du \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ au \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

• Lieu de déroulement du stage \_\_\_\_\_

• Distance entre le lieu du stage et le domicile habituel du stagiaire

☐ moins de 15 km ☐ entre 50 et 250 km

☐ entre 15 et 49 km ☐ plus de 250 km

• En cas d'hébergement, le stagiaire participe-t-il aux frais ?

oui ☐ non ☐

Nom de l'organisme de formation : \_\_\_\_\_

cachet

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Les informations recueillies dans ce document font l'objet d'un traitement informatisé. Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données du fichier vous concernant, droit que vous pouvez exercer soit auprès de l'Assédic, soit auprès de l'ALE dont vous dépendez.

DAJ 261 - 07/01

## ANNEXE N° 2 (suite)

**ANNEXE IV**  
**DÉCLARATION DE PRÉSENCE À UN STAGE DE FORMATION**

A retourner à l'administration chargée de l'indemnisation avant le .../.../... (en cas de non-retour, le versement des allocations sera suspendu).

Titre, nom, prénoms : .....  
 Numéro, type de la voie, nom de la voie : .....  
 Commune, quartier, lieudit : .....  
 Code postal, bureau distributeur : .....

Ce document comporte deux volets dont vous voudrez bien *cocher X la ou les cases correspondant à votre situation* :

*Le volet 1* sert à signaler à l'administration chargée de l'indemnisation qu'à la fin du mois en cours vous êtes toujours en formation. Il sert également à lui indiquer les événements qui se sont produits au cours du mois ou au cours du mois précédant celui de votre entrée en stage. Les suspensions de stage pour une courte durée (par exemple) : vacances d'hiver, des dates et du motif de l'interruption momentanée.

*Le volet 2* sert à signaler à l'administration chargée de l'indemnisation les changements de situation qui pourraient se produire le mois prochain. Détachez-le et conservez-le.

EN CAS DE CHANGEMENT DE DOMICILE OU DE NOM, veuillez le retourner à l'administration chargée de l'indemnisation dans les meilleurs délais.

À LA FIN DE VOTRE STAGE (ou en cas d'abandon), ce volet n° 2 est À RETOURNER IMPÉRATIVEMENT ET IMMÉDIATEMENT À L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE L'INDEMNISATION, qui le transmettra à l'ANPE.

**DÉCLARATION DE PRÉSENCE (VOLET 1)**  
**(à adresser à l'administration chargée de l'indemnisation)**

Je soussigné (nom, prénom) certifie sur l'honneur qu'au dernier jour du mois indiqué au dos de cette carte (le 30 ou 31, le 28 pour février) :

J'ai accompli toujours le stage pour lequel j'ai été admis(e) au bénéfice de l'allocation d'aide au retour à l'emploi.

Par ailleurs, je déclare :

Au cours du mois :

- ☐ J'ai eu un arrêt de maladie maternité  
 accident du travail  
 du .../.../... au .../.../...  
 si vous ne l'avez pas encore envoyé,  
 joignez l'avis d'arrêt de travail)

- ☐ J'ai exercé une activité professionnelle (salariée ou non)  
 - entre le début du mois en cours et mon entrée en stage  
 nombre d'heures travaillées : ..... heures  
 salaire brut : .....F  
 - dans le mois précédant mon entrée en stage (dates..... )  
 - Salaire brut .....F

Au cours du mois :

Mon stage a été interrompu  
 du .../.../... au .../.../...  
 Motif :

Certificat exact  
 (date du jour)

Signature obligatoire :

## ANNEXE N° 2 (suite)

**CHANGEMENT DE SITUATION (VOLET 2)**  
**(à signaler à l'administration chargée de l'indemnisation)**

Je, soussigné(e), déclare être dans l'une des situations suivantes :

☐ J'ai changé de domicile, depuis le j'habite à l'adresse suivante :

.....  
 .....

Code postal : ..... Commune : .....

☐ J'ai changé de nom et je m'appelle désormais ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

(en majuscules, une lettre par case)

NOM : ..... Nom de jeune fille : .....

PRÉNOM : .....

J'ai terminé ☐ ou abandonné ☐ mon stage le .../.../...

☐ J'ai retrouvé une activité professionnelle (salariée ou non) à compter  
 du .../.../... (date de reprise de l'activité)

☐ Je suis en arrêt de maladie, maternité, accident du travail depuis le .....

(joindre l'avis d'arrêt de travail)

☐ Je suis de nouveau à la recherche d'un emploi et je demande ma réinscription  
 comme demandeur d'emploi (en ce cas, cette déclaration vaut inscription auprès de votre agence locale,  
 sans que vous ayez à vous y présenter à ce sujet).

☐ Autre situation :

Précisez :

NOM :

PRÉNOM :

IDENTIFIANT :

A : ..... le .../.../....

SIGNATURE :

## ANNEXE N° 2 (suite)

**ANNEXE V : annexe concernant le cumul entre indemnisation  
du chômage et activité réduite**

Vous indemnisez au titre des allocations de chômage un ex agent, dans le cadre du régime d'auto-assurance. Vous devez continuer à lui verser une part de son allocation s'il conserve ou retrouve un emploi à temps partiel ou réduit. Les modalités de ce cumul vous sont ici présentées :

**Le demandeur d'emploi a retrouvé un travail à temps partiel ou occasionnel.**

Il peut travailler et percevoir une partie de ses allocations mensuelles sous réserve de remplir les conditions suivantes :

- ne pas travailler plus de 136 heures par mois ;
- ne pas gagner dans le mois plus de 70 % de son ancien salaire brut mensuel ;
- demeurer inscrit comme demandeur d'emploi.

S'il est dans cette situation, le calcul de la part d'allocation qui lui sera due se fait de la façon suivante : un certain nombre de jours au cours du mois (J) ne peuvent être indemnisés :

$$J = \frac{\text{Salaire brut mensuel procuré par l'activité réduite reprise}}{\text{Salaire journalier antérieur (cf. note 1)}}$$

Ainsi, le demandeur d'emploi n'est pas indemnisé pendant ce nombre de jours J.

En revanche, vous devez l'indemniser pour les autres jours du mois.

J'attire votre attention sur le fait que ces jours non indemnisés ne sont pas pour autant perdus. En effet, ils sont simplement décalés. Ils reportent la date d'expiration des droits.

**Exemple :**

Avant d'être au chômage, le demandeur d'emploi gagne en moyenne 250 F bruts/jour, ce qui correspond à environ 7 500 francs bruts/mois.

Il perçoit les allocations de chômage, puis retrouve un travail à temps partiel qui lui procure un salaire de 2 200 francs par mois.

Dans ce cas, chaque mois, huit jours d'allocations (2 200/250) sont déduits de son allocation.

Il percevra donc chaque mois, vingt-deux jours d'indemnités journalières.

Il percevra en outre le revenu tiré de son travail, soit 2 200 francs.

Par contre, aucune allocation ne lui sera versée si le revenu mensuel procuré par l'emploi repris dépasse 70 % de 7 500 francs, c'est-à-dire 5 250 francs.

S'il est âgé de cinquante ans ou plus, il bénéficiera d'une réduction : les jours retirés sont affectés d'un coefficient de minoration de 0,8.

Dans le cas de l'exemple précédent, le nombre de jours non indemnisables est de 7 jours [(2200/250) x 0,8] au lieu de huit jours.

*(1) Le diviseur est le salaire journalier perçu avant le chômage et qui a servi au calcul des allocations.*

## ANNEXE N° 2 (suite)

### Durée de versement des allocations

Le maintien partiel des allocations ne peut se prolonger plus de dix-huit mois.

Il est possible que l'Assedic ouvre des droits au demandeur d'emploi sur la nouvelle activité dans la mesure où il remplit les conditions d'admission, notamment celles relatives à la durée du travail.

La limite des dix-huit mois ne s'applique pas aux bénéficiaires d'un contrat emploi-solidarité ni aux demandeurs d'emploi de cinquante ans ou plus. Le cumul peut alors s'exercer tant que le demandeur d'emploi a droit à l'assurance chômage.

### Les démarches

- Chaque mois, le demandeur d'emploi signale son activité sur la déclaration de situation mensuelle qu'il renvoie à l'Assedic en indiquant la période de travail, ainsi que le nombre d'heures de travail effectuées au cours du mois. Pour être payé, il doit en outre joindre systématiquement copie de son bulletin de salaire.
- L'agence locale pour l'emploi, dans le cadre de l'attestation mensuelle d'actualisation, vous renvoie les informations concernant la reprise d'emploi, la rémunération perçue et le nombre d'heures travaillées.
- En cas de non déclaration d'une reprise d'activité :
  - le demandeur d'emploi doit rembourser les allocations versées pendant la période travaillée au cours du mois ;
  - la durée de son indemnisation est réduite de la totalité des jours du mois concerné (30, 31, 28 ou 29) ;
  - les périodes de travail non déclarées ne seront pas prises en compte pour l'ouverture d'une nouvelle période d'indemnisation.

### Cas particuliers :

Reprise du travail chez l'ancien employeur

L'employeur est habilité à déterminer les modalités du cumul.

Rédaction d'articles de presse, mission d'expertise, concession de licence de brevet, activités artistiques  
Un nombre de jours non indemnissables est déterminé lors de la perception des rémunérations :

#### Rémunération

Salaire journalier sur lequel est calculé l'allocation

### *Activités non salariées agricoles*

Possibilité de conserver une partie des allocations si l'exploitation représente une surface inférieure à la moitié de la surface minimum d'installation telle qu'elle est retenue par la Mutualité sociale agricole.

Dans ce cas, le nombre de jours non indemnissables est égal à :

#### Revenu fiscal

Salaire journalier sur lequel est calculé l'allocation

*Reprise d'une activité non salariée (hors agriculture)*

***La commission paritaire nationale de l'UNEDIC, conformément à l'article 41 du règlement annexé à la convention du 1<sup>er</sup> janvier 2001 va prendre une délibération sur les modalités de cumul dans ce cas.***



## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

**ANNEXE VI**  
**LES RETENUES SOCIALES SUR L'ARE VERSÉE AUX ANCIENS AGENTS**  
**DU SECTEUR PUBLIC LES ALLOCATIONS DE CHÔMAGE**

Il convient de distinguer au regard de la protection sociale le régime de l'ARE et celui de l'ARE formation versée pendant les périodes de formation.

**ARE :**

Les retenues sociales applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 sont les suivantes :

- Contribution sociale généralisée (CSG) :

Elle est égale à 6,2 % des allocations multiplié par 0,95, ou à 3,8 % des allocations multiplié par 0,95 pour les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu mais assujetties à la taxe d'habitation.

- Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) :

Elle est égale à 0,5 % des allocations multiplié par 0,95 ;

Le seuil d'exonération des deux contributions est de 235 francs (SMIC brut journalier) ;

Il y a une exonération totale de CSG et de CRDS pour les personnes dont le revenu fiscal de référence est inférieur au seuil d'assujettissement à la taxe d'habitation.

**ARE formation :**

Aucune retenue sociale n'est opérée sur l'ARE formation.

- Assurance maladie, maternité, vieillesse :

L'administration qui a la charge de l'indemnisation acquitte une cotisation de 2,8 % relative aux risques maladie, maternité et vieillesse ;

L'employeur est exonéré du paiement de cette cotisation dès lors que l'allocation journalière versée est d'un montant inférieur au SMIC journalier brut.

- Accidents du travail, maladies professionnelles :

Pendant toute la durée du stage, l'administration qui a la charge de l'indemnisation verse à ce titre le montant de la cotisation sur la base du montant horaire fixé annuellement pour ce risque et pour les stagiaires de la formation professionnelle (0,37 francs pour 2001).